



## KINGDOM OF BELGIUM

Intervention de

H.E. Karen Van Vlierberge, Représentant Permanent adjoint de la Belgique auprès des Nations Unies

**Briefing Soudan / UNITAMS  
UN Security Council**

**08/12/2020**

---

Monsieur le Président,

Merci aux Secrétaires généraux adjoints Madame DiCarlo, Monsieur Khare et Monsieur Lacroix pour leurs présentations. Je me concentrerai sur trois aspects : le contexte politique, la situation humanitaire et des droits de l'homme, et les perspectives pour le Darfour.

Tout d'abord, la Belgique veut saluer les progrès accomplis par le Soudan dans sa **transition démocratique**. La formalisation des accords de Juba le 3 octobre était une étape importante. La Belgique appelle néanmoins les parties à poursuivre leur engagement par un dialogue constructif et à mettre en œuvre rapidement les accords conclus. Nous demandons aux groupes restés absents de rejoindre la table des négociations : c'est indispensable pour pérenniser la paix. Les discussions informelles avec le groupe d'Abdelaziz Al-Hilu sont un pas dans la bonne direction.

La Belgique se réjouit que l'accord de Juba entérine l'importance de la justice, de la reddition de compte et de la réconciliation pour la transition. Nous saluons l'engagement des parties vis-à-vis de mécanismes de justice transitionnelle tel que le comité Vérité et Réconciliation et la cour spéciale pour le Darfour. Nous avons bien noté l'intention des autorités soudanaises de coopérer avec la Cour pénale internationale, dont nous soutenons les travaux. Les questions de propriété et d'utilisation de terres sont un autre point crucial couvert par l'accord de Juba. Ces questions sont intimement liées au défi du retour des personnes déplacées et à la consolidation de la paix.

Le soutien à la réconciliation fait partie des priorités stratégiques de la Mission d'assistance à la transition. Nous sommes encouragés par les préparatifs en vue de l'entrée en fonction de cette nouvelle mission. Puisqu'il

s'agit d'une mission intégrée, nous espérons qu'elle puisse mettre en pratique une approche globale dans son soutien à la transition politique.

L'Union européenne offrira également son soutien politique au Soudan lors d'un dialogue dans les semaines à venir. Et l'Union européenne continue de tenir les engagements qu'elle a pris lors de la conférence dans le cadre du partenariat pour le Soudan qui s'est tenue en juin dernier, réaffirmant que le Soudan est un partenaire prioritaire aujourd'hui et à long terme. L'annonce de la semaine passée d'un paquet d'aide humanitaire additionnel en faveur des réfugiés éthiopiens fuyant le conflit du Tigré, portant le montant total de l'aide humanitaire de l'Union européenne au Soudan à 65,5 millions d'euros en 2020, en est témoin.

La **situation humanitaire** au Soudan reste très préoccupante. Aux déplacements provoqués par les tensions entre communautés s'ajoutent l'impact d'inondations importantes, de la pandémie du coronavirus et d'autres maladies infectieuses. Les 45 000 réfugiés éthiopiens doivent aussi être pris en compte. La Belgique salue le travail des humanitaires qui ont fourni une assistance à 8 millions de personnes en 2020. Nous sommes néanmoins révoltés par la persistance des violations graves envers les enfants au Soudan, en particulier les meurtres et les agressions sexuelles. Il est de plus inadmissible que des groupes signataires de l'accord de paix continuent de recruter des enfants. Nous demandons aussi aux autorités soudanaises de ne plus utiliser les écoles et les hôpitaux pour leurs opérations militaires, et nous rappelons à cet égard la Déclaration sur la sécurité dans les écoles, à laquelle a souscrit le Soudan en décembre 2015.

Ces préoccupations relèvent de la priorité que nous voulons donner à la **protection des civils**. Ce mois-ci, le Conseil de sécurité doit prendre une décision sur la manière dont la Mission au Darfour doit mettre en œuvre son retrait. Nous notons la persistance des conflits entre communautés, et les conflits armés impliquant le groupe d'Abdul Wahid, non-signataire de l'accord de paix. Nous entendons l'inquiétude de la population à l'idée d'un départ de la MINUAD, alors que les composantes militaire et de police de la mission exécutent encore régulièrement des patrouilles. Nous saluons l'engagement des autorités à reprendre à leur compte la protection des civils, notamment avec le déploiement d'une force conjointe, et le soutien de la Mission intégrée d'aide à la transition pour ce qui concerne la mise en œuvre de la stratégie nationale de protection des civils.

Toutefois, ces décisions importantes mettront du temps à se concrétiser sur le terrain. C'est pourquoi la Belgique appelle à la prudence au moment de

discuter de l'éventuelle fermeture de la MINUAD. L'enjeu est double : assurer un transfert fluide de la protection des civils, de la MINUAD aux autorités soudanaises, et éviter de perdre les acquis de tant d'années de présence au Darfour.

Je vous remercie.